

Le pouvoir aux travailleurs

19 février 2005

N° 112

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL:	
-LES ASSASSINS ONT DE BEAUX JOURS DEVANT EUX.....	2
-AU NORD COMME AU SUD, ILS GOUVERNENT CONTRE LES CLASSES POPULAIRES	3
-RENFORCEMENT DE L'EMBARGO SUR LES ARMES EN CÔTE D'IVOIRE.....	3 - 4
-LES MILICES: UN RÉEL DANGER POUR LA POPULATION.....	4
-MUGEFCI : LE CALVAIRE DES MUTUEL LISTES.....	5
-LA SANTÉ DE LA POPULATION LABORIEUSE N'EST PAS LE SOUCI DU GOUVERNEMENT	6
-PÉNURIE DE GAZ OU SPÉCULATION POUR AUGMENTER SON PRIX?.....	6 - 7
-L'INSÉCURITÉ RÈGNE DANS LES QUARTIERS PRÉCAIRES.....	7 - 8
-DÉGUERPISSEMENT MUSCLE A ABOBO PK 18.....	8
-ABOBO-AKEKOI: LA SODECI NE SAIT QU'ENCAISSER DE L'ARGENT!.....	8 - 9
-LE RACKET DES HOMMES EN ARME: ASPECT VISIBLE D'UNE SOCIÉTÉ POURRIE.....	9
-TOGO : L'ARRIVÉE AU POUVOIR D'UN EYADEMA BIS.....	10 - 11
-IL Y 100 ANS, LA RÉVOLUTION DE 1905 EN RUSSIE.....	12 - 13

LES ASSASSINS ONT DE BEAUX JOURS DEVANT EUX

Un rapport de l'ONU vient de désigner quelques responsables de la crise ivoirienne, tant du côté gouvernemental que de la rébellion comme des criminels. Ce rapport accuse les uns et les autres d'avoir commis des exactions et des assassinats. Plusieurs charniers témoignent de leurs crimes abominables. Ce qui est nouveau dans ce rapport, c'est le fait de dire ou de désigner de manière officielle, ce que plus personne n'ignore.

Ainsi, dans le camp du parti au pouvoir, sont cités les noms de Simone Gbagbo, de Kadet Bertin, conseiller en affaire militaire du président Gbagbo, et de Blé Goudé, etc.

Madame Gbagbo et Kadet Bertin sont trempés dans l'affaire du fameux "escadron de la mort", ce commando en cagoule qui s'est illustré dans les enlèvements et assassinats des opposants politiques. Il est reproché à la première, d'être la marraine et au second, d'être le responsable. En ce qui concerne Blé Goudé, il lui est reproché les faits suivants: incitation à la violence, enlèvements, pillages des biens privés, appel à la xénophobie et la haine raciale.

Quant au premier responsable du Mpci, il lui est reproché, à lui et à son mouvement, les exécutions sommaires, les tueries par étouffement des prisonniers enfermés dans des containers à Khorogo. En effet, depuis le déclenchement d'un conflit interne entre Ibrahim Koulibaly dit IB et Soro Guillaume, ce dernier ne cesse d'exécuter tous ceux qu'il considère à tort ou à raison comme des proches de IB ou des espions du pouvoir Gbagbo.

Depuis le déclenchement de cette crise, le 19 septembre 2002, il y a eu toutes sortes de crimes commis de part et d'autre des deux camps. Des enlèvements, des assassinats, des exécutions sommaires. Et les deux camps, en se rejetant la paternité des crimes, continuent de massacrer le peuple. Même si aujourd'hui il est difficile de savoir ce qui se passe quotidiennement dans la zone sous contrôle des "Forces Nouvelles", il est évident que les assassinats continuent avec des jeunes drogués qui ne pratiquent d'autres formes de procès que de passer aux armes leurs victimes. Ici dans la partie du pays sous le contrôle du gouvernement, les meurtres continuent aussi. Il ne se passe pas de jour sans qu'on annonce des cas d'enlèvement par des hommes en cagoule. Souvent même, c'est dans les locaux des "forces de l'ordre", comme à la DST que des gens disparaissent à jamais. Il y a aussi les passages à tabac ou les meurtres commis par les miliciens du GPP, qui bénéficient de la protection du parti au pouvoir et jouissent de l'impunité totale.

Et ce rapport de l'ONU, en conclusion propose que soient traduits devant le Tribunal pénal International (TPI), tous ces responsables de crimes. Mais ce n'est qu'une proposition qui, peut-être d'ici cinq ans voire plus, n'aboutira dans le meilleur des cas qu'à des condamnations de principe. Et en attendant, les appels aux meurtres, à la xénophobie, à la haine raciale continuent de faire des victimes.

AU NORD COMME AU SUD, ILS GOUVERNENT CONTRE LES CLASSES POPULAIRES

L'annonce faite par les dirigeants des Forces Nouvelles de mettre l'embargo sur le coton produit dans la zone sous leur contrôle, c'est-à-dire d'empêcher son acheminement en direction d'Abidjan, montre bien leur diktat et leur mépris vis-à-vis des populations qu'ils ont en charge depuis la partition du pays.

Cette décision oblige les paysans à vendre leurs produits dans des pays limitrophes comme la Guinée ou le Mali. Mais quand on sait que parmi ces deux pays, le Mali est enclavé et dépendait auparavant du port d'Abidjan et que la Guinée n'utilise pas le franc Cfa, on voit bien à quelles difficultés économiques et financières ces gens-là exposent ces paysans. Déjà, avant même que leur embargo ne soit décrété sur le coton, dans ces zones, le prix du Kilogramme de café acheté aux paysans n'excédait pas 50 Fcfa.

Depuis plus de deux ans, les paysans de cette partie du pays ne vivent plus des fruits de leurs produits. La production du café et du cacao a chuté, parce que carrément abandonnée

du fait qu'on les achète à vil prix. Un vieux paysan de l'Ouest, plus précisément de la région de Biankouma, de passage à Abidjan raconte: "Beaucoup de choses nous manquent, tout est difficilement accessible là-bas, parce que nous n'avons pas de l'argent. Si nous sommes bien en forme comme vous le voyez, c'est parce qu'au village tout ce que nous produisons, nous le consommons sur place. Il n'y a personne pour nous les acheter. Et souvent, quand on nous les achète, c'est à vil prix. Pour se soigner, pour envoyer les enfants à l'école, nous avons des problèmes et, on ne sait pas quand ces deux groupes (gouvernement et rébellion) vont s'entendre et mettre fin à notre souffrance."

Pour des raisons politiques, disons plutôt pour leurs intérêts égoïstes, Soro et sa bande n'hésitent pas à étouffer économiquement une population qu'ils prétendent défendre. Ils ne sont nullement différents de ceux qu'ils critiquent et prétendent combattre.

RENFORCEMENT DE L'EMBARGO SUR LES ARMES EN CÔTE D'IVOIRE

L'ONU vient, sur instruction de la France, de voter une résolution sur le renforcement de l'embargo sur les armes en direction de la Côte d'Ivoire. On peut bien se demander qu'est ce qui a bien pu susciter une telle décision. Est-ce parce qu'ils craignent qu'il y ait

massacre de population en cas de reprise des hostilités?

Non, c'est certain que ceux qui ont pris cette décision n'ont même pas été effleurés par cette idée. Ce serait leur accorder de bien saintes intentions, car ce qui compte, ce sont les intérêts des

capitalistes et en premier les capitalistes français, qui ont investi dans le pays. C'est la défense de ces intérêts qui motive la France. Elle espère par ce durcissement de l'embargo contrôler la situation politique et militaire. Quant à l'ONU, elle n'est point gênée par des massacres de population. Les exemples du Liberia, de la Sierra Leone et bien d'autres pays sont là pour nous éclairer. Ceux qui ont égorgé et pillé dans ces pays vivent tranquillement. Dans le meilleur des cas, l'ONU ne s'est contentée que de quelques

condamnations verbales de principe pour se donner bonne conscience. Partout où il y a eu intervention conséquente d'une grande puissance, l'ONU ne sert que de "machin" pour assurer leur contrôle sur le pays et ses richesses afin d'en faciliter le pillage par les groupes capitalistes.

Le durcissement de l'embargo permettra peut-être à la France de contrôler le dictateur ou d'en mettre un autre à sa place si cela l'arrange mais n'évitera pas le massacre des populations en cas de guerre civile.

LES MILICES: UN RÉEL DANGER POUR LA POPULATION

En 2002, lorsque éclate la rébellion en Côte d'Ivoire, le pays se trouve coupé en deux. Dans la zone sous contrôle gouvernemental, de nombreuses organisations dites "patriotiques" de jeunes voient le jour. Ces mouvements appellent les jeunes à aller "défendre la patrie" pour suppléer à la faiblesse évidente des armées régulières. C'est ainsi que les milices ont vu le jour. Certains de ces miliciens ont été envoyés dans les zones de combat. On se rappelle le FLCO (Front de Libération du Grand Ouest). C'était un groupe de jeunes guérés qui a été envoyé pour se battre à l'Ouest.

Composé de jeunes désœuvrés, partisans du pouvoir en place, ils n'hésitent pas à bloquer les routes pour leurs exercices quotidiens. Aujourd'hui, ces membres arborent des treillis militaires et leurs chefs prétendent qu'ils peuvent être armés à tout moment. Ces

milices dont la plus importante est le GPP (Groupement Patriotique pour la Paix) se composeraient d'après son chef de 60.000 membres. Environ 200 d'entre eux, peut-être plus, sont logés à Adjamé à l'Institut Marie Thérèse, un lieu qui était anciennement un hôpital.

Ces miliciens du GPP une fois la nuit tombée dressent des barrages et rackettent la population autour du centre. En janvier, il y a même eu des échauffourées avec les transporteurs. Il y a eu plusieurs blessés graves. Début février, ils se sont opposés aux élèves policiers. Là, ils ont usé d'armes à feu et même mis souvent en déroute ceux-ci. Le bilan est de 4 morts et plusieurs blessés.

Généralement impunis, les miliciens se croient tout permis. Ils sont avant tout là pour faire peur à la population. Le pouvoir les utilise pour faire taire des voix d'opposants.

L E U R S O C I E T E

MUGEFCI : LE CALVAIRE DES MUTUELLISTES.

Depuis quelques mois, une polémique est née autour de la mutuelle des agents de la fonction publique. Ils n'arrivent plus à se procurer des médicaments dans des pharmacies agréées ou à se faire rembourser par leur mutuelle, sous prétexte que la caisse est vide, propos avancés par la direction.

La Mugofci est la mutuelle des agents de l'Etat pour la protection sociale surtout en matière de santé des assurés et celle de leur famille. Mais depuis quelques années, les agents ont du mal à se procurer des médicaments dans des pharmacies agréées ou à se faire rembourser par leur mutuelle. Est-ce parce que la caisse de la mutuelle est vide? Si oui, qui a pris de l'argent que les fonctionnaires continuent de payer chaque fin de mois? Ils cotisent en moyenne 3000 franc qui sont prélevés à la source et déposés directement dans la caisse de la mutuelle.

L'Etat de Côte d'Ivoire emploie en moyenne plus de cent mille fonctionnaires. Ce qui fait une masse de cotisation annuelle de plus de 4 milliards de francs. C'est cette caisse qui est

vide aujourd'hui à tel point que la mutuelle n'est pas capable de payer les 2 milliards de dette qu'elle doit aux différentes pharmacies agréées.

Aujourd'hui, il s'est créé une polémique dans laquelle les deux parties se renvoient la balle. La direction de la mutuelle accuse l'Etat de lui devoir des milliards de francs. L'Etat de son côté accuse la direction de mauvaise gestion.

La conséquence de cette gabegie financière: les adhérents et leur famille n'ont plus droit à des médicaments et des soins moins chers. Alors qu'ils cotisent, ils sont obligés de se soigner comme tous les autres en payant cher les médicaments, les consultations et autres soins. Et c'est en plus de cette situation déjà lamentable que vient s'ajouter une disposition scélérate orchestrée par l'Etat et les responsables des différentes confédérations syndicales, de revoir la cotisation à la hausse.

Il reste aux agents de l'Etat de ne pas se laisser faire en prenant le devant des choses pour refuser ce nouvel impôt déguisé et chercher aussi à savoir où est passé leur argent, sinon, la saignée ne fait que commencer.

L E U R S O C I E T E

LA SANTÉ DE LA POPULATION LABORIEUSE N'EST PAS LE SOUCI DU GOUVERNEMENT

Depuis quelques temps on assiste à un phénomène préoccupant qui semble se généraliser. Un peu partout dans les quartiers pauvres s'ouvrent des cliniques et des dispensaires bidon. Ils sont créés par des personnes non qualifiées qui se collent le titre de docteur pour exercer. Le diplôme non plus ne constitue pas une garantie puisque certains étudiants peuvent l'acquérir en payant un million ou plus. Ces établissements n'ont d'autres objectifs que de s'enrichir en profitant de la détresse des familles des petites gens malades qui ne peuvent faire autrement que de les fréquenter. L'autre phénomène, plus répandu encore, est la vente des médicaments dans chaque coin de rue. Le problème n'est pas qu'il y ait des médicaments partout mais que ces soi-disant médicaments se révèlent être des poisons la plupart du temps. Ils sont souvent périmés, trafiqués, mal protégés de la chaleur, du soleil ou de la pluie. Beaucoup de gens dans les quartiers populaires les achètent néanmoins, au péril de leur santé, et quelque fois de

leur vie. Tout cela simplement parce qu'ils n'ont pas le choix. L'accès à un hôpital n'est pas facile. Le coût de la consultation est cher pour la bourse des pauvres. Du coup, les gens sont contraints de pratiquer ce qu'on appelle la "médecine de la rue".

Dans les villages, la plupart n'ont pas de centre de santé. Alors certains villageois parcourent des kilomètres pour se rendre à un centre de santé et la grande majorité opte pour des soins traditionnels. Même dans les zones urbaines, beaucoup se soignent traditionnellement.

Les autorités reconnaissent qu'il y a pénurie de médecins en Côte d'Ivoire. Même le journal *Fraternité Matin* qui est connu pour ses positions progouvernementales a été indigné du fait que les autorités ont formé et "embauché" plus d'officiers et commissaires en une année que de médecins. Ce qui n'empêche aucunement les dirigeants de ce pays de dire qu'ils oeuvrent pour le bien être de la population.

PÉNURIE DE GAZ OU SPÉCULATION POUR AUGMENTER SON PRIX?

Depuis quelques mois, les ménages sont confrontés à une pénurie de gaz. Face à cette situation, les autorités restent sourdes aux difficultés

que rencontrent les foyers. Du gaz, il y a en paraît-il, et en quantité suffisante. Le journal *Frât-Mat*, du 11 janvier 2005 affirme que "les quantités disponibles

L E U R S O C I E T E

dépasseraient largement les besoins du marché ivoirien estimé annuellement à remplies et qu'il y a de quoi satisfaire la consommation. Le problème c'est qu'on ne trouve pas les bouteilles de gaz chez les vendeurs.

La population est constamment obligée de parcourir des kilomètres dans l'espoir de trouver du gaz chez un revendeur. Et quand le commerçant a en sa possession quelques bouteilles il ne les cède qu'à un prix majoré. Dans les cas où votre gaz est totalement fini, alors vous êtes obligé d'opter pour le charbon de bois. Ce qui augmente les dépenses car même en achetant du charbon pour 1000f par jour, les familles nombreuses ont du mal à couvrir les 2 repas par jour. Imaginons le sort d'un

75 000 tonnes". Les responsables disent que les citernes de stockage sont ouvrier qui doit acheter pour le repas, au minimum pour 300f de charbon par jour. Cela fait en moyenne par mois, trois fois le chargement d'une bouteille moyenne de gaz.

Cette pénurie semble en fait être créée de toute pièce par ceux qui ont la haute main sur les stocks ou qui en assurent la distribution. Tout se passe comme s'ils voulaient une augmentation générale du prix. C'est sûr qu'ils trouveront au gouvernement des oreilles sensibles à leurs intérêts. Reste à savoir si la peur d'une éventuelle colère populaire ne les fera pas réfléchir par deux fois avant d'augmenter les prix.

L'INSÉCURITÉ RÉGNE DANS LES QUARTIERS PRÉCAIRES

A Abobo derrière-rail, les assassinats se succèdent. Ces crimes crpauloux inquiètent de plus en plus les habitants de ce quartier.

D'abord c'est un électricien du bâtiment qui a été retrouvé égorgé et jeté dans un caniveau près du centre émetteur. Ici, ce sont les miliciens qui gardent le centre qui sont soupçonnés. Parce que là où le corps a été retrouvé, réside un détachement de miliciens depuis les événements de novembre passé. Et puis très fréquemment, ces derniers n'hésitent pas à fouiller les passants et à les dépouiller de tout ce qu'ils possèdent. Ceux qui opposent un refus, sont souvent tabassés.

De l'autre côté du quartier, il y a

une semaine de cela, ce sont deux personnes qui ont été tuées. L'une à bout portant avec une arme à feu devant sa famille sans que ces bourreaux n'emportent quelque chose de la maison. Le second a été découpé à la machette au petit matin quand il se rendait au travail.

Le problème de l'insécurité est réel. Si ce ne sont pas les "forces de l'ordre" qui font des descentes pour y racketter, ce sont des groupes d'individus puissamment armés qui imposent leur loi.

Quand tous ces politiciens parlent d'insécurité, ils ne le disent pas pour les gens des quartiers pauvres. L'insécurité ne les préoccupe que lorsqu'elle touche

L E U R S O C I E T E

aux quartiers riches.

La population a fini elle-même par le comprendre. Déjà dans certains quartiers, les gens se sont organisés en groupe pour se défendre. Lorsqu'on voit venir des éléments suspects, on fait du

bruit avec les casseroles, les tam-tam, les sifflets pour avertir les autres. L'initiative prise par la population est déjà un grand pas mais pas suffisant. Elle doit aller au-delà des moyens utilisés.

DÉGUERPISSEMENT MUSCLE À ABOBO PK 18

Le 18 janvier dernier, des bulldozers accompagnés de policiers venaient raser un quartier nouvellement bâti de PK 18, un sous-quartier d'Abobo. A l'origine de cette décision, la SICOGI (Société Ivoirienne de Construction et de Gestion Immobilière) qui revendique depuis deux ans, la propriété de ce terrain. Pour preuve, la Sicogi brandit un titre foncier. De l'autre côté, les acquéreurs brandissent à leur tour des lettres d'attribution signées de l'autorité de tutelle. Malgré l'achat de leurs terrains et les investissements qui représentent l'économie de plusieurs années de souffrance, cette société

aidée de l'Etat a rasé toutes leurs constructions. La désolation est encore plus grande pour ces malheureux car la Sicogi ne compte pas indemniser les victimes. Elle dit qu'elles n'ont qu'à s'en prendre à elles-mêmes.

Les acquéreurs des terrains ont décidé d'envoyer l'affaire en justice. Cette action risque de ne pas aboutir parce que le ministère de la Construction est lui-même complice de la société Immobilière à qui il a accordé l'autorisation de construire. Car pour construire, il faut bien avoir une autorisation de celui-ci!

ABOBO-AKEKOI: LA SODECI NE SAIT QU'ENCAISSER DE L'ARGENT!

Plusieurs quartiers d'Abobo sont soumis à des coupures intempestives d'eau obligeant les femmes à parcourir de longues distances pour avoir de l'eau potable.

A Abobo-Akekoi, particulièrement, les coupures durent très souvent une à deux semaines et à des intervalles très proches. Devant les

nombreuses plaintes des usagers, la SODECI avance un problème de machines, de châteaux d'eau, etc. Mais ça ne l'empêche pas d'envoyer les factures aux dates prévues et elle s'arrange en ce moment là pour qu'il y ait de l'eau. Quant aux villas luxueuses des quartiers résidentiels, l'eau ne fait pas défaut aux pelouses et aux piscines.

L E U R S O C I E T E

La SODECI appartient à Bouygues, un grand groupe capitaliste qui possède aussi l'électricité. Ces deux monopoles lui permettent de faire du profit mais elle ne veut surtout pas rogner sur ses bénéfices pour réaliser des travaux

supplémentaires. Même quand elle reçoit des dons, comme celui que vient de faire l'Union Européenne de plus d'un milliard, pour améliorer la desserte d'une trentaine de villes de l'intérieur, il ne faut rien attendre!

LE RACKET DES HOMMES EN ARME: ASPECT VISIBLE D'UNE SOCIÉTÉ POURRIE

Pendant 3 jours, les autorités militaires et administratives, les responsables du Port Autonome, les transporteurs et les dirigeants des syndicats de transport se sont retrouvés à Bassam pour débattre de comment combattre les rackets sur les routes.

Le racket sur les routes qui s'est institutionnalisé ici en Côte d'Ivoire est une vraie gangrène. À l'intérieur même du pays, d'après des documents livrés par Fraternité Matin il y a plus de barrages que dans tous les pays de la sous région. On trouve en moyenne un barrage tous les 15 km alors que dans la sous région, il faut au moins 50 à 100 km pour voir un barrage. Et tous ces barrages sont autant de points de racket pour "les forces de l'ordre" comme par exemple le trajet du port d'Abidjan à Youpougon, distance d'environ 15 Km avec 12 barrages où les transporteurs

payent en moyenne 300.000 Fr.

Ces forces de l'ordre qui se sont constituées en mafia de la route, font payer toute résistance des routiers par des actions d'éclats. Les assassinats de chauffeurs et autres bavures chaque année étayent bien cela. Pourtant s'il n'en tenait qu'à ça, les grands messieurs ne se seraient pas remués. Le problème aujourd'hui, c'est que cette situation dérange les hommes d'affaire. Et ils le font savoir. Un de leurs représentants disait que ces barrages nuisent à l'économie car non seulement les barrages augmentent la durée des transports et les rackets renchérisaient les coûts des marchandises. En vérité si les rackets ne visaient que la population pauvre les patrons ne s'en plaindraient pas. Mais là, ils sont eux aussi pénalisés. Alors ils élèvent la voie. Mais soyons sûrs ils ne sont pas à plaindre.

TOGO : L'ARRIVÉE AU POUVOIR D'UN EYADEMA BIS

Le dictateur togolais Gnassingbé Eyadéma est décédé le 5 février dernier après 38 ans de règne sans partage. Il fait partie de ces chefs d'Etat africains féroces qui ont régné par la terreur.

Deux jours après sa mort, son fils Faure Gnassingbé, avec la bénédiction de l'armée s'est auto-proclamé président du Togo après avoir bien pris le soin de se faire élire par les députés. Selon la constitution, c'est le président de l'Assemblée qui devrait assurer l'intérim en cas de vacance du pouvoir. Celui-ci se trouvait à Paris. L'avion qui le ramenait vers le Togo a été détourné vers le Bénin voisin. Ce coup d'Etat était tellement grotesque que même l'Union Africaine lui a demandé de respecter la "légalité constitutionnelle". Quant à la France qui avait soutenu à bout de bras le régime sanguinaire de Eyadéma et qui dispose sur place d'un contingent de plusieurs centaines de soldats, elle se dit tout juste "préoccupée" par la situation.

Faure Gnassingbé a décrété "deux mois de deuil national" durant lesquels toute manifestation de rue et tout rassemblement sur des lieux publics sont interdits. Mais malgré les menaces de répression du nouveau pouvoir qui a déployé tout un arsenal militaire et policier dans les grandes villes, 3 000 personnes (selon Radio France International), à l'appel des six partis d'opposition, ont osé défiler à Lomé le 12 février. Ils exprimaient leur ras-le-bol du régime. Certains réclamaient la "démission" du fils de l'ex-dictateur et l'organisation de nouvelles élections présidentielle et législatives. Tel père tel fils, ce dernier a

donné l'ordre disperser cette manifestation. Les gendarmes ont ouvert le feu sur la foule, faisant trois morts et de nombreux blessés. Ce n'est probablement que le début d'une nouvelle vague de répression pour museler l'ensemble de l'opposition.

Le vieux général, un ancien du Vietnam et d'Algérie ayant servi dans les troupes coloniales françaises, après un long règne musclé a réussi à mettre tout le monde au pas. Après sa prise de pouvoir par un coup de force en 1967, il a interdit tous les partis politiques pour imposer un parti unique, le sien. Les syndicats et les associations qui ne lui sont pas favorables sont également interdits. Depuis lors il s'est maintenu au pouvoir en organisant des élections bidon.

Mais en 1991, après une manifestation de masse, le dictateur a pris peur et accepté de partager le pouvoir avec un gouvernement transitoire. En 1993, la peur passée, il revient à la charge: Il dissout le gouvernement de transition, les manifestations de protestation sont sauvagement réprimées. Des milliers de personnes, la plupart des dirigeants et militants des partis d'opposition, les syndicalistes et autres membres des associations ont fui pour se réfugier dans les pays voisins. Dernièrement, en 2002, il a lui-même modifié la constitution qui lui interdisait de briguer un troisième mandat en 2005. Il était sûr de passer haut la main en faisant bourrer les urnes ou en falsifiant les résultats des votes. Mais la mort l'a pris de court.

IL Y A 100 ANS, LA RÉVOLUTION DE 1905 EN RUSSIE

Il y a un siècle, débutait la première révolution russe. Face à une exploitation et une grande misère, des ouvriers de Saint-Petersbourg ont manifesté massivement pour demander justice à l'empereur de Russie, le tsar Nicolas II. Le dimanche 22 janvier 1905 ils étaient 200.000 travailleurs à descendre dans les rues. A la tête de cette manifestation était un chef religieux, le pope Gapone. Ils ont apporté au monarque une pétition avec des revendications qui se terminait par la phrase célèbre: « Si tu refuses d'entendre notre supplication nous mourons ici, sur place, devant ton palais." En fait le tsar n'a pas hésité. Il a envoyé contre les manifestants la police et les soldats qui ont fait des centaines de morts et des milliers de blessés. Cette répression a plutôt provoqué une réaction immédiate et inattendue des travailleurs. Une vague de grèves s'est déclenchée dans le pays. C'est le début de la révolution russe.

La Russie de cette époque était par certains côtés comparables à des pays d'Afrique. La classe ouvrière était minoritaire dans la société russe. Sur une population d'environ 150 millions d'habitants il y avait à peine 10 millions de prolétaires. Et un peu plus de 3 millions travaillaient dans des usines. La majorité était donc composée de paysans pauvres sans terre subissant un régime de servage. Une grande partie des ouvriers travaillaient dans des grandes usines employant des méthodes modernes de production. Les journées de travail duraient plus de 11

heures. Les grèves et les syndicats étaient évidemment interdits. Comme dans pas mal de pays d'Afrique d'aujourd'hui, ceux qui dirigeaient les luttes des travailleurs étaient licenciés immédiatement et même emprisonnés et déportés. Les caisses de chômage, de vieillesse n'existaient pas. Quand un ouvrier subissait un accident de travail, cela devenait un drame pour lui et toute la famille.

Pour les capitalistes européens de l'époque, un pays comme la Russie, où les conditions des travailleurs ne sont pas protégées par des lois, est bien sûr un paradis. Beaucoup de capitalistes ont donc investi en Russie dans divers secteurs de l'industrie. Avant la 1^{ère} guerre mondiale, 25% des investissements français à l'étranger se trouvaient en Russie. Les exploitations des puits de pétrole de Bakou, la construction du chemin de fer transsibérien et bien d'autres ont drainé vers la France et d'autres pays d'Europe des superprofits pour les capitalistes. Bien sûr la pénétration du capitalisme européen a favorisé aussi l'émergence d'une classe de capitalistes russes. Cette bourgeoisie russe était trop faible pour abattre la monarchie et ne représentait pas une force puissante de rechange pour la société russe. Le développement du capitalisme en Russie a permis aussi le développement d'une classe ouvrière peut-être minoritaire mais qui a su développer en son sein des éléments capables de diriger des luttes ouvrières.

La classe ouvrière russe était jeune et dynamique. Déjà depuis

Après toute fin de règne d'un dictateur, comme en Côte d'Ivoire avec Houphouët Boigny ou au Zaïre avec Mobutu, la transition de pouvoir reste difficile. Mais le régime de Eyadéma n'était pas qu'une dictature militaire mal déguisée en civile. Pour se maintenir au pouvoir durant une aussi longue période, il ne s'était pas contenté de miser que sur l'armée. Il s'était en même temps appuyé sur l'ethnisme. La plupart des hauts cadres de l'appareil d'Etat, des officiers de l'armée et de la gendarmerie, comme les députés à sa botte étaient croisés dans sa région, le Nord, dans son ethnie quand ils n'étaient pas tout bonnement de son village voire de sa famille. De même que la garde présidentielle composée des tireurs d'élites qui l'entouraient à Lomé ou qui gardaient son "château" de sa petite ville natale Kara, son fief. Faure Gnassingbé s'est appuyé sur les mêmes éléments bien rodés par son père pour le succéder. Bien qu'étouffé par des années de dictature, il existe au sein d'une partie non négligeable du Sud, le sentiment que ce sont tous les gens du Nord qui exercent leur domination sur l'ensemble du pays et particulièrement sur le Sud. Ces sentiments et frustrations semblent aujourd'hui éclater au grand jour. Un certain nombre de manifestants ont exprimé qu'ils en avaient assez d'être dirigés par des ressortissants du Nord et qu'ils voudraient que ce soit enfin ceux du Sud qui prennent le relais. Et la

répression de la récente manifestation ne fera qu'exacerber ces sentiments.

Même si on n'a pas entendu les principaux dirigeants des partis d'opposition préférer publiquement des discours haineux à caractère ethnique, on ne les a pas non plus entendu dire que même si la plupart des postes clés du régime était entre les mains des gens du Nord, la population du Nord n'y était pour rien, que ce n'est pas elle qui en a profité et que demain si ce sont des dirigeants du Sud qui prennent le pouvoir ce ne sera pas la population du Sud qui en profitera mais seulement une toute petite minorité de privilégiés.

Ceux qui, dans les classes populaires, se battent et osent exprimer dans la rue leur ras-le-bol de la dictature, ont mille fois raison. Ils ne peuvent compter ni sur les dirigeants de l'impérialisme français qui ont toujours soutenu la dictature de Eyadéma, ni sur l'intervention de l'ONU qui a largement démontré son inefficacité dans les récents conflits en Afrique. Ils ont intérêt à ce que leur lutte ne prenne pas le terrain de l'ethnisme car ils en seraient les premières victimes. Pour cela ils auront à se méfier des politiciens de l'opposition. Ceux-ci ne veulent que le pouvoir afin de mettre la main sur les caisses de l'Etat. Pour cela, ils sont capables d'entraîner tout le pays vers une impasse sanguinaire comme on le voit en Côte d'Ivoire ou Libéria.

quelques années avant 1905, les grèves ouvrières ont commencé à se développer dans les grandes usines du pays. Ces grèves étaient plus nombreuses à partir de 1903 et prenaient un caractère politique. Les travailleurs en sortant des usines se rassemblaient dans les rues ou tenaient des meetings pour discuter de leurs revendications mais aussi des problèmes politiques, entre autres celui de l'Assemblée Constituante, de la liberté de presse et de réunion. Une fraction de ces travailleurs fréquentaient, militaient dans le Parti Social-Démocrate.

La jeunesse intellectuelle russe ne s'est pas attardée à tergiverser comme nos intellectuels d'Afrique d'aujourd'hui sur l'authenticité de la culture et traditions russes. Mais au contraire elle s'est emparée des meilleures idées qui se développaient en Europe à cette époque. Des hommes comme Plékhanov ont propagé les idées socialistes en Russie. Une génération de dirigeants était déjà en œuvre depuis quelques années pour organiser les travailleurs russes selon les idées de Marx et Engels.

C'est dans cette situation que la grève qui a débuté en janvier dans une usine, l'usine métallurgique Poutilov à Saint-Petersbourg, s'est propagée dans les autres usines. Pourtant la police avait noyauté le mouvement de grève, et le pope Gapone qui était à la tête des

manifestants n'était pas un révolutionnaire. Malgré cela la grève a réussi à s'étendre sur toutes les usines. Au début, lorsque les militants socialistes voulaient et tentaient de lancer des mots d'ordre politique, ils n'étaient pas compris. Les ouvriers voulaient s'adresser au tsar. Mais la répression policière du 22 janvier leur a montré que le régime était décidé à écraser le mouvement dans un bain de sang. A partir de ce moment-là l'ensemble des travailleurs se met en mouvement contre le régime. C'est un véritable déclenchement révolutionnaire qui se produit. Ils ont même réussi à former des organes tout nouveaux dans le mouvement ouvrier, le Soviet. Ce sont des organes démocratiquement élus par les ouvriers en grève pour décider et prendre toutes les mesures pour la poursuite du mouvement. C'est pratiquement une espèce de pouvoir ouvrier face au tsarisme et ses organes de répression.

La lutte entre le pouvoir et la classe ouvrière durera jusqu'à la fin de l'année 1905. Certes, le mouvement finira par reculer par la force de répression de la police et de l'armée. Mais la classe ouvrière russe et ses dirigeants finiront par s'enrichir des leçons de ces événements. Rétrospectivement on peut dire que 1905 a servi de répétition générale avant la grande révolution d'octobre 1917.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.